

Brochure n° 3032

Conventions collectives régionales

BÂTIMENT

IDCC : 1841. – **ETAM**

IDCC : 1740. – **Ouvriers**

Région parisienne

AVENANT N° 15 DU 30 JUIN 2006

(HORS SEINE-ET-MARNE)

RELATIF AUX SALAIRES À COMPTER DU 1^{ER} JUILLET 2006

NOR : ASET0650973M

IDCC : 1740

Article 1^{er}

En application de l'article 4.8 du titre I de la convention collective régionale des ouvriers du bâtiment concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par l'article 1^{er} des clauses générales, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les revalorisations des salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région parisienne (hors Seine-et-Marne).

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont arrêté à compter du 1^{er} juillet 2006 :

- la valeur du point (VP) : 6,80 €
- la partie fixe (PF) : 238,86 € pour le coefficient 150.
- la partie fixe (PF) : 118,03 € pour le coefficient 170.
- la partie fixe (PF) : 167,70 € pour le coefficient 185.
- la partie fixe (PF) : 149,37 € pour le coefficient 210.
- la partie fixe (PF) : 81,62 € pour le coefficient 230.
- la partie fixe (PF) : 51,79 € pour le coefficient 250.
- la partie fixe (PF) : 59,87 € pour le coefficient 270.

Ce qui fixe le barème des salaires minimaux des ouvriers du bâtiment comme indiqué dans le tableau ci-après :

(En euros.)

CATÉGORIE professionnelle	COEFFICIENT	SALAIRE MENSUEL minimal pour 35 heures hebdo	TAUX HORAIRE minimal
NIVEAU I Ouvriers d'exécution :			
- position 1	150	1 258,86	8,30
- position 2	170	1 274,03	8,40
NIVEAU II Ouvriers professionnels	185	1 425,70	9,40
NIVEAU III Compagnons professionnels :			
- position 1	210	1 577,37	10,40
- position 2	230	1 645,62	10,85
NIVEAU IV Maîtres ouvriers ou chefs d'équipe :			
- position 1	250	1 751,79	11,55
- position 2	270	1 895,88	12,50

Article 3

Cet avenant sera déposé à la direction des relations du travail du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Les parties signataires en demanderont l'extension au ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement.

Fait à Paris, le 30 juin 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Fédération française du bâtiment, région Ile-de-France ;

Fédération française du bâtiment, région Ile-de-France, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise ;

Fédération parisienne des SCOP du bâtiment et des travaux publics.

Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment pour la région Ile-de-France.

Syndicats de salariés :

Union régionale des syndicats construction et bois CFDT, Ile-de-France ;

Union des syndicats FO-BTP, bois, papier-carton, céramiques et annexes Paris - Ile-de-France ;

Union régionale professionnelle des syndicats CFTC du bâtiment, des travaux publics et des activités annexes de l'Ile-de-France.